

## CHAP. 19

Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet de  
l'Assemblée législative*(Sanctionnée le 9 février 1918)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

**1.** L'article suivant est inséré dans les Statuts S. R., 158a, aj. refondus, 1909, après l'article 158 :

"**158a.** Au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition dans l'Assemblée législative, <sup>Indemnité annuelle du chef de l'opposition.</sup> il est accordé, en sus de l'indemnité de session prévue par l'article 154, une indemnité annuelle supplémentaire de quatre mille piastres."

**2.** Le paragraphe 2 de l'article 142 des Statuts S. R., 142, § 2, refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 2 George V, <sup>am.</sup> chapitre 17, section 1, et 4 George V, chapitre 18, section 1, est de nouveau amendé en insérant, après le mot: "Chambres," dans la troisième ligne, les mots: "ainsi que l'indemnité supplémentaire accordée au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition à l'Assemblée législative."

**3.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa <sup>Entrée en vigueur.</sup> sanction.

## CHAP. 20

Loi créant un département des Affaires municipales  
et amendant en conséquence les Statuts refondus,  
1909, les Statuts refondus, 1888, et le Code municipa-  
l de Québec*(Sanctionnée le 9 février 1918)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

**1.** L'article 707 des Statuts refondus, 1909, tel <sup>S. R., 707, am.</sup> qu'amendé par la loi 2 George V, chapitre 17, section

6, et par la loi 4 George V, chapitre 18, section 5, est de nouveau amendé en y ajoutant, après le paragraphe 8, le suivant :

Départ. des  
Affaires  
municipales.

"8a. Le département des Affaires municipales présidé par celui des ministres ci-dessus, qui est chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de surveiller l'administration et la mise à exécution des lois concernant le système municipal."

Id., 771, am.

2. L'article 771 des Statuts refondus, 1909, est amendé en en retranchant le sous-paragraphe a du paragraphe 7.

C. et arts aj.  
après id., c. 9,  
t. 4.

3. Le chapitre et les articles suivants sont insérés dans les Statuts refondus, 1909, après les formules qui suivent le chapitre neuvième du titre quatrième :

## "CHAPITRE DIXIÈME

### "DU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES

#### "SECTION I

##### "DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

Signatures  
sur certains  
documents.

"2520p. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou le sous-ministre.

Force pro-  
bante des co-  
pies signées  
par le minis-  
tre.

Toute copie de document formant partie des archives du département et certifiée par le ministre ou par le sous-ministre comme vraie copie, est censée authentique et a, *prima facie*, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire.

#### "SECTION II

##### "DU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE SES FONCTIONS

Ministre des  
affaires muni-  
cipales.

"2520q. Le ministre chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de l'administration des affaires municipales (et désigné sous le titre de "ministre des affaires municipales"), a l'administration et la direction du département des Affaires municipales.

Ses fonctions.

"2520r. Le ministre des affaires municipales a charge, par toute la province, de surveiller l'administration et la mise à exécution des lois concernant le système municipal.

**"2520s.** Le ministre dépose, chaque année, devant la Législature, dans les dix jours du commencement de chaque session, un rapport des affaires de ce département pendant l'année précédente. Rapport à la Législature.

### "SECTION III

#### "DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

**"2520t.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des affaires municipales. Sous-ministre.

Il nomme, en outre, tous les officiers, inspecteurs et commis nécessaires à la bonne administration du département. Officiers, etc.

Ces officiers, inspecteurs et commis occupent leurs charges durant bon plaisir et remplissent les devoirs qui leur sont assignés par la loi ou par le ministre. Devoirs de ces officiers, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, de temps à autre, en dehors du département, les comptables qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service et les destituer suivant son bon plaisir. Officiers en dehors du département.

Les inspecteurs et les comptables ainsi nommés doivent, avant leur entrée en fonction, prêter, devant un juge de la Cour supérieure, le serment d'office. Serment d'office.

Tout rapport d'un inspecteur ou d'un comptable dûment certifié par l'un ou l'autre comme vraie copie fait preuve *prima facie* de son contenu devant tout tribunal judiciaire. Force probante de certains rapports.

**4.** L'article 4208 des Statuts refondus, 1888, est amendé en y ajoutant, après les mots : "lieutenant-gouverneur", dans la troisième ligne, les mots : "le ministre des affaires municipales". S. R., 1888, art. 4208, am.

**5.** L'article 4347 des Statuts refondus, 1888, est amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales". Id., 4347, am.

**6.** L'article 4352 des Statuts refondus, 1888, est amendé en y ajoutant à la fin l'alinéa suivant : Id., 4352, am.

"Une copie de ce rapport des auditeurs, certifiée par le secrétaire-trésorier, doit être transmise sans délai par ce dernier au ministre des affaires municipales."

**7.** L'article 5269 des Statuts refondus, 1909, est amendé : S. R., 5269, am.

a. En remplaçant les mots : "département du Secrétaire de la province", dans la troisième ligne

du paragraphe 5, par les mots : "ministre des affaires municipales";

b. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la première ligne du paragraphe 6, par les mots : "ministre des affaires municipales";

c. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la deuxième ligne du paragraphe 9, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 5306, am. **8.** L'article 5306 des Statuts refondus, 1909, est amendé :

a. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la troisième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales";

b. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la quatrième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 5344, am. **9.** L'article 5344 des Statuts refondus, 1909, est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la deuxième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales, en duplicata".

Id., 5345, am. **10.** L'article 5345 des Statuts refondus, 1909, est amendé :

a. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales";

b. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les cinquième et sixième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 5359, am. **11.** L'article 5359 des Statuts refondus, 1909, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Une copie de ce rapport, certifiée par le secrétaire-trésorier, doit être transmise sans délai par ce dernier au ministre des affaires municipales".

Id., 5890, am. **12.** L'article 5890 des Statuts refondus, 1909, est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les sixième et septième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales, en duplicata".

Id., 5891, am. **13.** L'article 5891 des Statuts refondus, 1909, est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la première ligne, par les mots, "ministre des affaires municipales".

**14.** L'article 5953 des Statuts refondus, 1909, Id., 5953, am. est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**15.** L'article 38 du Code municipal de Québec, C. M. 38, am. est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la troisième ligne du troisième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**16.** L'article 41 du Code municipal de Québec Id., 41, am. est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la quatrième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**17.** L'article 43 du Code municipal de Québec est Id., 43, am. amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la première ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**18.** L'article 93 du Code municipal de Québec Id., 93, am. est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la cinquième ligne du second alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**19.** L'article 107 du Code municipal de Québec Id., 107, am. est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les troisième et quatrième lignes, et dans la sixième ligne du paragraphe 5, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**20.** L'article 108 du Code municipal de Québec Id., 108, am. est amendé :

a. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la cinquième ligne du troisième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales";

b. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la troisième ligne du quatrième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**21.** L'article 131 du Code municipal de Québec Id., 131, am. est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire

de la province", dans la première ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 170, am. **22.** L'article 170 du Code municipal de Québec est amendé en y insérant, après les mots : "officiers municipaux", dans les cinquième et sixième lignes, les mots : "des inspecteurs et des comptables nommés par le ministre des affaires municipales".

Id., 175, am. **23.** L'article 175 du Code municipal de Québec est amendé :

a. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la troisième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales, en duplicata";

b. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la deuxième ligne du paragraphe 22, par les mots : "ministre des affaires municipales."

Id., 176, am. **24.** L'article 176 du Code municipal de Québec est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la deuxième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales, en duplicata".

Id., 177, am. **25.** L'article 177 du Code municipal de Québec est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les cinquième et sixième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 246, am. **26.** L'article 246 du Code municipal de Québec est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les cinquième et sixième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 249, am. **27.** L'article 249 du Code municipal de Québec est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la troisième ligne du deuxième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 250, am. **28.** L'article 250 du Code municipal de Québec est amendé en en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la troisième ligne du troisième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales."

Id., 255, am. **29.** L'article 255 du Code municipal de Québec est amendé :

a. En en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales";

b. En remplaçant les mots : "secrétaire de la province," dans la cinquième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**30.** L'article 287 du Code municipal de Québec est Id., 287, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**31.** L'article 288 du Code municipal de Québec est Id., 288, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**32.** L'article 326 du Code municipal de Québec est Id., 326, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**33.** L'article 328 du Code municipal de Québec est Id., 328, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**34.** L'article 388 du Code municipal de Québec est Id., 388, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la cinquième ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**35.** L'article 653 du Code municipal de Québec est Id., 653, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les sixième et septième lignes du troisième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**36.** L'article 654 du Code municipal de Québec est Id., 654, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans les première et deuxième lignes du paragraphe 16, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**37.** L'article 666 du Code municipal de Québec est Id., 666, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, par les mots : "ministre des affaires municipales".

**38.** L'article 785 du Code municipal de Québec est Id., 785, am. amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la



province", dans la première ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Id., 786, am.

**39.** L'article 786 du Code municipal de Québec est amendé en remplaçant les mots : "secrétaire de la province", dans la première ligne, par les mots : "ministre des affaires municipales".

Interprétation.

**40.** Dans toute loi, arrêté en conseil et règlement, les mots : "département du secrétaire de la province" ou "département", "sous-secrétaire de la province", ou "sous-ministre", partout où ils peuvent se rencontrer quand il s'agit d'une matière sous le contrôle du département des Affaires municipales, et les mots "secrétaire de la province" ou "ministre", dans tous les cas où il s'agit d'une matière sous le contrôle du département des Affaires municipales, sont remplacés par les mots : "département des Affaires municipales", "sous-ministre des affaires municipales" ou "ministre des affaires municipales", selon le cas.

Entrée en vigueur.

**41.** La présente loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

## CHAP. 21

Loi amendant l'article 718 des Statuts refondus, 1909, concernant la Commission des services d'utilité publique

(Sanctionnée le 9 février 1918)

**S**A MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

S. R., 718, am.

**1.** L'article 718 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 1 George V (2e session), chapitre 14, section 1, est de nouveau amendé en y insérant après le mot : "tramway", dans la douzième ligne du paragraphe b, les mots : "ou à travers les, ou le long des lacs, rivières et cours d'eau".

Entrée en vigueur.

**2.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.